



Ingold François, Thévoz Ivan

Hiver 2022-2023 : Comment l'Etat se prépare à de potentielles pénuries d'électricité ?

Cosignataires : 0

Date de dépôt : 24.06.22

DEEF

Dépôt

Le 23 mars 2022, Hubert Dafflon et Christian Clément déposaient une motion visant à éviter les « blackout » électriques à moyen terme. Sans vouloir empiéter sur cette motion qui a tout son sens, force est de constater que la situation énergétique actuelle est déjà plus la même qu'au mois de mars : quand on parle de difficultés d'approvisionnement électrique à moyen terme, nous sommes passés aujourd'hui au très court terme.

A la suite de la diminution des importations de gaz russe, les pays voisins relancent leurs usines à gaz et à charbon pour produire de l'électricité. En Suisse, on prévoit de remplir les barrages à ras bord, prolonger la vie des centrales nucléaires, ouvrir des usines à gaz dans quelques années et on prie surtout des deux mains que nos voisins européens acceptent de nous vendre du courant carboné entre janvier et mars de chaque année.

Pendant ce temps, le canton stimule la transition énergétique à renfort de subventions pour la pose de pompes à chaleur ou de ventilations contrôlées. En parallèle, le canton aimerait implémenter un plan numérique et instaurer des aides financières pour la pose de bornes électriques chez les particuliers. D'ailleurs, les voitures électriques ont jusqu'à 18 mois de délai d'attente, ce qui augure une explosion de leur présence sur nos routes ces prochains mois. On passe notre temps sur nos ordinateurs et nos smartphones. On mange des plats chauds tous les jours, on prend des transports en commun électrifiés et les industries du canton tournent à plein régime.

Antje Kanngiesser, directrice du groupe Alpiq, déclare à la radio romande le lundi 20 juin 2022 : « S'il n'y a rien à importer, on peut finir par devoir réduire la consommation. D'abord pour l'industrie et ensuite peut-être pour les clients finaux ». Tout porte à croire donc que, depuis l'arrêt des bilatérales, nos voisins vont privilégier les exportations de courant vers leurs partenaires européens en laissant potentiellement la Suisse se débrouiller avec ses propres ressources. Dans ce contexte tendu mais prévisible, nous aimerions formuler à l'attention du Conseil d'Etat les questions suivantes ?

1. Quelles sont les mesures que le canton prend déjà pour augmenter sa production électrique régionale durant les mois d'hiver ?
2. Quelles sont les mesures d'urgence identifiées par le canton pour augmenter sa production d'électricité régionale durant les mois d'hiver en cas de pénurie ?
3. Est-ce que le canton a un plan d'urgence ou du moins a fait des projections pour répondre à une obligation fédérale de réduction de la consommation d'électricité dans le canton ?
4. Est-ce que les communes sont informées des risques et préparées à réagir en cas de pénurie ou blackout électrique ? Nous pensons ici aux risques liés à la distribution d'eau potable, le traitement des eaux usées ou encore des réseaux de chauffages à distance.

5. En cas de pénurie, quels acteurs économiques seront les premiers touchés par des mesures de réduction et sont-ils déjà informés pour s'y préparer ?
 6. Si les entreprises devaient diminuer leurs activités durant quelques semaines, comment et avec quels moyens le canton prévoit de les soutenir ?
 7. Est-ce que le Conseil d'Etat prévoit de prendre des mesures rapides contre le gaspillage électrique dans ses propres locaux ?
 8. Est-ce que le Conseil d'Etat est prêt à mener des actions concrètes visant à diminuer la consommation électrique auprès des ménages et des entreprises fribourgeoises ?
-